

Ajournement d'été

Des voix: Bravo!

M. Clark: En effet, comme un de mes collègues l'a fait remarquer, il entendra encore beaucoup parler de ce qu'il a fait contre les ouvriers métallurgistes, contre les syndicats.

M. Skelly: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Les faits montrent bien, je pense, qu'en réalité, les Canadiens ont voté contre le chef du parti conservateur (M. Clark).

M. l'Orateur adjoint: C'est un sujet de discussion, le Règlement n'est pas en cause.

M. Clark: Malheureusement, le brouhaha causé par les collègues du député m'ont empêché de l'entendre, mais mes collègues qui l'ont bien entendu m'ont dit que je n'avais rien manqué.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: J'aimerais dire quelques mots non seulement de la teneur de ce programme énergétique, programme très important car, pour la première fois depuis la guerre, il cherchait à exploiter les grandes possibilités du Canada pour l'amener à l'autarcie énergétique. Je voudrais dire quelques mots, pour la gouverne du parti libéral, au sujet de la méthode que nous avons suivie pour mettre au point ce programme, car l'autre jour, j'ai lu une chronique absolument extraordinaire de la vie canadienne, une interview donnée par Pierre Elliott Trudeau au, vous ne sauriez le croire, *Globe and Mail* de Toronto. Je n'en ai pas cru mes yeux quand j'ai lu cette interview, jusqu'à ce que je comprenne pourquoi cet homme avait décidé de donner cette interview à ce journal. C'est parce qu'il voulait donner l'impression qu'il n'y a pas d'autre méthode que la politique de confrontation qu'il suit depuis si longtemps aux dépens des Canadiens.

Il a affirmé que la méthode de non-confrontation, comme il l'a qualifiée, adoptée par mon gouvernement, n'avait pas été fructueuse. Je voudrais lui rappeler un cas où elle a connu le succès et je lui souhaite d'en avoir tout autant que nous. Quand nous avons entamé les travaux relatifs à l'établissement d'un accord énergétique couvrant les questions de l'approvisionnement et de la sécurité de l'approvisionnement, nous avons consulté les premiers ministres des provinces, MM. Buchanan, Blakeney, Davis, Hatfield, MacLean et enfin Lougheed. Nous avons consulté les premiers ministres des provinces. Nous ne leur avons pas présenté un fait accompli, mais nous leur avons plutôt dit: «Voici l'objectif pour le pays, et nous ne visons pas seulement un prix que les Canadiens pourront et devront payer, mais également un objectif qui nous permettra de tirer avantage des grandes ressources à notre disposition et de les mettre à profit.»

Nous avons parlé d'égal à égal et je leur ai dit: «Il ne s'agit pas d'une affaire close, mais plutôt d'un accord qui protège les intérêts de toute la collectivité canadienne que nous servons ensemble.» Ces premiers ministres m'ont fait plusieurs propositions—et nous les avons d'ailleurs intégrées dans l'accord qui se sont révélées fort utiles pour la préparation du programme définitif que nous avons proposé. Par exemple, le premier ministre de l'Ontario a été le premier à proposer que le prix canadien ne représente pas plus de 85 p. 100 du prix mondial, sauf en cas de force majeure.

● (1550)

Nous ne sommes pas allés trouver les autorités provinciales, comme le fait si souvent le gouvernement Trudeau, pour leur dire: «C'est à prendre ou à laisser». Nous avons dit: «Voici une proposition. Comment pouvons-nous l'améliorer?» Le premier ministre Davis a proposé quelque chose qui constituait une amélioration sensible. Nous sommes allés trouver le premier ministre de la Nouvelle-Écosse et nous lui avons dit: «Voici une proposition. Comment pouvons-nous l'améliorer?» Le premier ministre John Buchanan et son homologue de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Angus MacLean, ont collaboré avec nous afin que notre programme énergétique tienne compte des besoins spéciaux de cette région du pays. A d'autres égards, nous sommes allés trouver les premiers ministres provinciaux et nous avons pris conseil d'autres gouvernements, parce que nous voulions un programme qui ne soit pas sectaire, qui ne soit pas imposé aux Canadiens par un gouvernement national, mais qui soit plutôt un programme authentique qui traduise un consensus national véritable et qui vise des buts vraiment nationaux.

De telles consultations donnent des résultats dans notre pays, car deux jours de négociations de plus auraient abouti à une politique énergétique nationale. Si cette stratégie globale que nous proposons avait été adoptée, notre pays aurait un avenir énergétique plus sûr que celui qu'il a actuellement, notre pays serait à l'abri des caprices du marché international et des bouleversements politiques qui peuvent se produire dans des pays sur lesquels nous n'avons aucun pouvoir. Mais pour élaborer une politique nationale semblable, il fallait un gouvernement qui soit prêt à traiter les provinces en partenaires ayant les mêmes objectifs et non pas en ennemis avec qui il faut se mesurer.

Des voix: Bravo, bravo!

M. Clark: Il convient en outre de rappeler un fait important à la Chambre et à nos concitoyens au sujet des négociations sur l'énergie: on ne saurait dissocier la question des prix de celle des changements qui s'imposent dans notre formule de péréquation. Je dis à la Chambre que, selon les conseils reçus de fonctionnaires et d'autres personnes, la seule manière d'aborder le problème, c'est de ne pas dissocier ces deux questions. A la réflexion, j'ai compris que ça n'aboutirait à rien.

J'ai compris que la seule façon d'en arriver à une entente sur ces deux questions importantes et fondamentales au Canada consistait à les aborder l'une après l'autre et à reconnaître que, pour diverses raisons, l'Ouest était devenu si méfiant envers le gouvernement national qu'il ne serait pas possible d'en venir facilement à une entente sur la péréquation tant qu'on ne serait pas d'abord parvenu à une entente jugée raisonnable sur les questions énergétiques. C'est pourquoi nous avons commencé par chercher à nous entendre sur la politique énergétique. Nous aurions pu conclure cette entente le samedi qui a suivi la chute du gouvernement, et le lundi suivant, nous avions prévu une conférence des premiers ministres à laquelle nous étions prêts à présenter aux premiers ministres le projet d'une nouvelle commission d'enquête sur la péréquation au Canada sur la foi des recommandations du rapport Rowell-Sirois, car nous estimions que 40 ans après le rapport Rowell-Sirois, il était nécessaire de remanier de fond en comble le régime de péréquation dans le pays.